



RAPPORT DE MISSION

Délégation de Madagascar

“Sommet Global du Micro-Credit”

Halifax, Canada, du 12 au 16 novembre 2006

La Délégation Malgache adresse ses vifs remerciements au PNUD
de leur avoir permis de participer à ce Sommet international très instructif pour le développement du secteur de
la microfinance à Madagascar

S O M M A I R E

1.	Objectif du sommet	3
2.	Composition de la Délégation Malgache	3
3.	Constatations globales	4
	3.1 <i>La participation des dignitaires venant des quatre coins du monde, déterminés à aller jusqu'au bout de leur engagement</i>	
	3.2 <i>L'alignement de la microfinance aux Objectifs du Millénaire pour le Développement :</i>	
	- <i>Changement apporté par la microfinance pour redonner leur dignité aux couches sociales vulnérables ;</i>	
	- <i>Viabilité des institutions financières ;</i>	
	- <i>Mobilisation de ressources au niveau international</i>	
	3.3 <i>Les atouts et liens de la microfinance au maintien de la Paix</i>	
4.	Recommandations du Sommet d'Halifax.....	7
5.	Madagascar face à ces défis mondiaux	8
6.	Recommandations et résultats attendus	9
	R.1 <i>Capacité institutionnelle des IMF's améliorée et renforcée afin d'atteindre les familles les plus pauvres du pays</i>	
	R.2 <i>Cadre réglementaire Malgache réformé et promulgué</i>	
	R.3 <i>Indicateurs de mesure de l'évolution des clients pauvres de la microfinance définis, en partenariat avec les structures existantes (INSTAT et OMEF)</i>	
	R.4 <i>Plan d'Action Institutionnel 2007 élaboré, conformément aux dispositifs de la Stratégie Nationale de la Microfinance et à l'engagement du Sommet d'Halifax</i>	
7.	Comité de Pilotage et PNUD-FENU : Steering committee et Blue Book	10
8.	Groupe International Desjardins et Madagascar	11
	• <i>Objectif de la visite</i>	
	• <i>Expertise de DID</i>	
	• <i>Piste de partenariat</i>	
9.	Conclusion	13

1. Objectif du Sommet :

Ce Sommet a été organisé dans le but de lancer l'extension de la Campagne Mondiale du Microcrédit jusqu'en 2015, visant plus particulièrement deux objectifs principaux :

- 1) Oeuvrer ensemble pour garantir que 175 millions des familles pauvres dans le monde, particulièrement les femmes, puissent accéder au crédit pour créer leur auto-emploi et qu'ils puissent bénéficier d'autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2015 ,
- 2) Travailler ensemble pour s'assurer que 100 millions des familles les plus pauvres au monde franchissent le cap de un dollar par jour et vivent dans la dignité, en respect des droits de l'homme, d'ici 2015.

Cette Conférence entre dans le cadre des défis et engagements de chaque nation pour l'atteinte du premier Objectif du Millénaire pour le Développement "Réduire l'extrême pauvreté et la faim".

En ce qui concerne la Délégation Malgache, l'objectif a été aussi de saisir cette opportunité pour faire une rétrospection, diagnostiquer la situation actuelle du secteur à Madagascar et situer les efforts encore à entreprendre par rapport à l'avancée des autres pays en voie de développement.

Par ailleurs, à la suite de l'atelier d'Halifax, une partie de la Délégation a été invitée par le Groupe DesJardins International au Québec pour échanger sur la collaboration future à Madagascar.

2. Composition de la Délégation Malgache à cette conférence :

- Mme Monique Andrianasolo, Présidente du Comité de Pilotage SNMF et Présidente de l'Association des Institutions de Microfinance non mutualistes (AIM)
- Mme Emma Andrianasolo, Directeur de la Microfinance à la Commission de Supervision Bancaire et Financière
- Mme Noro Ranarivelo, Responsable Judiciaire au sein de la Coordination Nationale de la Microfinance
- Mme Louissette Ranorovololona, Chargée de Programme du PNUD
- M. Francis Blaise Rajoelina, Coordonnateur National de la Microfinance, représentant le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget
- M. Suzelin Ratoarijaona, Directeur du Développement rural, chargé de la Microfinance, au sein du Ministère de l'Agriculture.

La participation de trois membres de la délégation ont été pris en charge par le PNUD et des deux autres par le Gouvernement Malgache.

3. Constatations globales :

En tant que membres du Comité de Pilotage de la Stratégie Nationale de la Microfinance, mais aussi chacun dans son domaine respectif de responsabilités, ce Sommet a permis à la Délégation Malgache d'approfondir leurs connaissances du secteur et elle a relevé trois points culminants qui méritent d'être soulignés dans ce rapport :

3.1 La participation des dignitaires venant des quatre coins du monde, déterminés à aller jusqu'au bout de leur engagement, tels la Reine d'Espagne, le Président du Honduras, le Premier Ministre du Pakistan, le Vice-Président de l'Uruguay, le Ministre des Affaires Etrangères du Canada, le Gouverneur de la Nouvelle Ecosse et le Professeur Yunus à qui vient d'être discerné le Prix Nobel de la Paix 2006.

2.000 délégués et observateurs issus d'une quarantaine de pays et de différentes entités ont participé audit Sommet : représentants de gouvernement de quelques pays d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique ; praticiens internationaux tels Women's World Banking, FINCA International, Grameen Foundation USA et Grameen Bank Bangladesh, PlanetFinance, Freedom from Hunger,... ; secteur privé tel le Conseil des Banques et des Institutions financières commerciales : Promontory Financial, Northbridge Capital Management,... ; bailleurs de fonds tels la Banque Mondiale, le FMI, le FIDA, le FENU, l'ACDI, etc...

3.2 L'alignement de la microfinance aux Objectifs du Millénaire pour le Développement : bien que n'étant pas une panacée, le micro-crédit, combiné à l'épargne et autres produits financiers, est crucial à l'éradication du fléau de la pauvreté. C'est un fait démontré au niveau mondial. Néanmoins, ce défi ne pourrait être accompli qu'à travers de fortes et solides institutions financières dont trois facettes ont été bien soulignées lors de ce Sommet :

- Le changement apporté par la microfinance pour redonner leur dignité aux couches sociales vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes, visant leur autonomisation financière, économique et communautaire. Une étude a démontré que les besoins des femmes pauvres sont inextricablement liés aux

contraintes particulières de leur sexe et aux opportunités qu'elles peuvent avoir au sein du ménage, dans la communauté et/ou sur le marché. Raison pour laquelle, pour offrir des services correspondant mieux à la demande, le secteur de la microfinance devrait avoir impérativement une compréhension beaucoup plus approfondie des complexités de la vie des clients et de leur environnement, tenir compte de leurs diverses vulnérabilités, de leurs différents besoins et même des dynamiques relationnelles internes.

- la viabilité des institutions financières :
il a été admis, de façon universelle, que la viabilité financière est un facteur crucial pour la prestation de services financiers stables et à longue échéance aux clients pauvres. Toutefois, il ne faut pas que la recherche de rentabilité détourne ces institutions de leur mandat prioritaire qui est d'apporter un changement positif dans la vie des pauvres, des personnes vulnérables et défavorisées.

- la mobilisation des ressources internationales :
Lors de ce Sommet mondial, le Canada, par l'entremise de son Ministère des Affaires étrangères, a été le seul pays qui a annoncé officiellement une contribution financière de 40 millions de dollars pour le développement du secteur de la microfinance. Ces fonds seront versés à trois organisations partenaires dont les programmes ont déjà produit des résultats significatifs dans le passé :
 - . 19,85 millions de dollars seront versés à Développement international Desjardins (DID) pour des programmes qui contribuent au renforcement des secteurs financiers communautaires dans 25 pays d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie.
 - . 1,3 millions de dollars seront destinés pour la reconstruction des régions touchées par le tsunami ;
 - . 9,5 millions de dollars iront au Programme du Canadian Cooperative Association, programme appuyant la mise sur pied de caisses populaires et de coopératives de crédit dans 17 pays les moins développés d'Afrique, d'Asie centrale et d'Amérique du sud, ciblant particulièrement les domaines de la santé, du logement et de l'éducation ;
 - . Près de 295.000 dollars seront versés à OXFAM Québec pour les institutions de microentreprises au Burkina Faso, au Bénin et au Nicaragua, destinés plus particulièrement pour la création de microentreprises des femmes.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) considère le microfinancement comme un élément essentiel de la Stratégie de développement du secteur privé en appui à une croissance à laquelle les pauvres peuvent contribuer activement. Par ailleurs, la Tunisie a pris le « lead » en saisissant ce Sommet pour lancer un appel à l'ensemble des dirigeants du monde, ainsi qu'aux diverses institutions onusiennes et internationales, pour la mise en place d'un « Fond mondial de solidarité » qui aurait pour mission de collecter les dons et les contributions volontaires. Ce Fonds sera utilisé dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation de certaines couches sociales démunies dans diverses parties du monde, et tout particulièrement dans les pays en voie de développement en proie à divers fléaux et crises, tels plus particulièrement l'Afrique, l'Asie, et l'Amérique Latine.

3.3 Les atouts et liens de la microfinance au maintien de la Paix : Cet aspect particulier a été marqué et mis en exergue tout au long du Sommet. En effet, l'attribution en octobre dernier du Prix Nobel de la Paix 2006 au Pr Muhammad Yunus, fondateur de la Banque Grameen au Bangladesh, a vraiment donné un coup d'éclat et un coup de fouet au mouvement du microcrédit à l'échelle mondiale. Néanmoins, il a signifié qu'il n'est pas le seul lauréat de ce Prix Nobel mais également les sept millions de femmes pauvres qui, grâce à la microfinance, ont pu changer et donner un autre sens, une autre valeur, à leur vie dans un monde meilleur.

Toutefois, pour que le micro-crédit puisse avoir un impact durable sur la Paix, entre autres facteurs évidemment, il a été suggéré et fortement recommandé de résoudre en priorité la crise actuelle de chômage des jeunes. La microfinance fait partie des voies et moyens pour qu'ils puissent créer leur propre emploi et prospérer. Une recherche du FINCA International a démontré que le meilleur vaccin contre la guerre et la pauvreté c'est « la création d'emplois ». La rébellion des jeunes résulte, à juste titre, de la frustration causée par l'incapacité de trouver du travail pour améliorer leur niveau de vie et créer une famille. Le microcrédit a donc un important rôle à jouer en fournissant des ressources aux jeunes adultes pour qu'ils puissent s'établir et créer leur propre entreprise.

Par ailleurs, l'importance des rôles joués par les ONG dans le secteur de la microfinance a été aussi relevée. Malgré ce qu'elles prétendent, les banques conventionnelles ou commerciales ignorent toujours les régions rurales car non rentables pour leurs structures. Il faudrait donc renforcer la professionnalisation des ONG dans le secteur,

sachant que la percée et les succès du microcrédit sont le fruit de pionniers des ONG, tels le Groupe Desjardins au Québec, le CRECER en Bolivie, la Fondation Grameen, l'ASA et le BRAC au Bangladesh, la FONDESO au Canada, la FINCA au Pérou, l'ACCION International et Freedom From Hunger aux Canada, le PRIDE Afrika au Kenya, le Self-Employed Women's Association (SEWA) en Inde, et bien d'autres dans le monde entier...

4. Recommandations du Sommet Global du Microcrédit 2006 :

Les recommandations du Sommet sont synthétisées dans les six grands engagements ci-après :

- 4.1 Viser le développement institutionnel des IMFs existantes par le renforcement de leurs capacités, afin qu'elles puissent atteindre le maximum de familles pauvres dans les pays en voie de développement et dans les pays industrialisés ;
- 4.2 Soutenir le développement de systèmes financiers réglementaires favorisant l'accès des plus pauvres aux services financiers ;
- 4.3 Soutenir le développement et l'emploi d'outils économiques de mesure de la pauvreté, pour permettre un meilleur suivi et une meilleure évaluation et étude d'impacts de la microfinance au niveau local, régional et mondial ;
- 4.4 Compléter, soumettre et appliquer annuellement un Plan d'Action Institutionnel afin de schématiser comment le pays contribuera à satisfaire les deux nouveaux objectifs de la Campagne du Sommet du Microcrédit mentionnés tout au début du présent rapport ;
- 4.5 Etablir une campagne publicitaire afin de mieux sensibiliser et d'accélérer l'engagement de nouveaux participants au sein de la Campagne ;
- 4.6 Soutenir l'expansion des Conseils de la Campagne afin de 1) promouvoir l'agenda d'apprentissage de la campagne et 2) encourager la soumission et la réalisation des Plans d'Actions Institutionnels.

Par ailleurs, deux facteurs clés ont été aussi recommandés pour inciter le changement :

- (a) Favoriser la compétition et la concurrence positive et saine dans le secteur pour atteindre les plus défavorisés ;

(b) Promouvoir la technologie. Elle est essentielle en zones rurales et éloignées car elle aidera stratégiquement à réduire les coûts des opérations et permettra en conséquence de diminuer le taux d'intérêt.

(c)

5. Madagascar face à ces défis mondiaux :

Au vu de ce qui précède, la Délégation a analysé la situation actuelle du secteur de la Microfinance à Madagascar et a relevé les contraintes ci -après :

- Comme le cas de certains pays d'Afrique, Madagascar se heurte encore au problème de non appropriation véritable de la microfinance par le Pouvoir Public qui n'a pas une vision bien claire de l'avenir du secteur et par conséquent ne recherche pas véritablement les moyens les plus efficaces et les plus pertinents pour son développement ;
- Compétences assez limitées des IMF pour garantir des services financiers pratiques, abordables, souples, disponibles en permanence, fiables et sûrs ;
- Insuffisance de ressources pour augmenter le taux de pénétration et le taux de couverture national ;
- Trop forte dépendance des apports des partenaires extérieurs (financièrement et techniquement) pour le développement du secteur, limitant la rapidité de la croissance ;
- Perte de confiance des clients dans certaines institutions financières. Ceci nuit indiscutablement au développement du secteur ;
- Accès limité des IMF au marché financier, dû à certains facteurs institutionnels limités : faiblesse des capacités managériales et opérationnelles, coût élevé des fonds, insuffisance de compétences de gestion de portefeuille et des risques du marché ;
- Couverture géographique inégale du secteur : zones urbaines beaucoup mieux servies que zones rurales alors que ce sont ces dernières qui en ont le plus besoin.

Néanmoins, comme le secteur de la microfinance est bien intégré dans les priorités du MAP pour les cinq prochaines années, la volonté de chaque

partie prenante devraient être plus significative afin d'aligner les efforts de Madagascar à l'atteinte des objectifs susmentionnés.

6. Recommandations et résultats attendus :

Suite à la participation à ce Sommet, la Délégation Malgache recommande l'orientation des futures actions du Comité de Pilotage vers les résultats ci - après :

Résultat attendu 1 :

Capacité institutionnelle des IMFs a améliorée et renforcée afin d'atteindre les familles les plus pauvres du pays

Actions à entreprendre	Responsables	Echéances
1.1 Axer les priorités de l'année 2007 au renforcement de capacités des IMFs, visant leur professionnalisation et garantissant leur viabilité et pérennité financière/institutionnelle afin d'offrir des services durables adaptés aux vrais besoins des pauvres ;	Coordination Nationale, Comité Pilotage et BDFs	Décembre 2007
1.2 Réviser le Plan d'actions SNMF et insérer le cadre de suivi et d'évaluation ;	Comité de Pilotage	Mars 2007
1.3 Mobiliser les ressources auprès des bailleurs de fonds bi et multilatéraux ;	Comité de Pilotage	Tout au long de l'année
1.4 Coordonner toutes les activités de formation des IMFs	Coordination Nationale	En permanence

Resultat attendu 2 :

Cadre réglementaire réformé et promulgué

Actions à entreprendre	Responsables	Echéances
2.1 Accélérer la promulgation du Décret d'application	Coord. Nation. & CSBF	Dec 2006
2.2 Diffuser cette Loi à tous les niveaux par des campagnes d'informations/formation et de sensibilisation	Coord. Nation. & Comité de Pilotage	A partir de Février 2007
2.3 Mettre en place la Centrale des risques ;	Coord. Nation. & CSBF	Juin 2007

2.4 Définir les règles de prudence et de gestion prioritaires ;	CSBF	Juin 2007
2.5 Etudier, avec les différents partenaires et praticiens, les possibilités de diversifier les produits -transfert d'argent, micro-assurance-, tenant compte des réglementations en vigueur ;	Comité de Pilotage & CSBF	Juillet 2007

Resultat attendu 3 :

Indicateurs de mesure de l'évolution des clients pauvres de la microfinance définis, en partenariat avec les structures existantes (INSTAT et OMEF), mis en place.

Actions à entreprendre	Responsables	Echéances
3.1 Concevoir un système d'évaluation de performance sociale pour les IMFs ;	Comité de pilotage et INSTAT	Mai 2007
3.2 Mettre en place une base de données cohérentes du secteur ;	Coordination Nationale	Juin 2007
3.3 Mettre en place une base de données nécessaire à la supervision bancaire et financière.	CSBF	Dec 2007

Resultat attendu 4 :

Plan d'Action Institutionnel 2007 élaboré, conformément aux dispositifs de la Stratégie Nationale de la Microfinance et à l'engagement du Sommet

Actions à entreprendre	Responsables	Echéances
Elaborer un plan de campagne de sensibilisation, à différents niveaux (Parlement, Gouvernement) pour démontrer l'importance du secteur de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté.	Coordination Nationale & Comité de Pilotage	Février 2007

7. Comité de Pilotage et PNUD -FENU :

Après concertation avec les Directeurs régionaux du FENU, Messieurs Makarimi Adechoubou et Fodé Ndiyaé, il a été décidé que la réunion du Steering Committee de la Déclaration de Dakar se tiendra à Madagascar début février 2007. Cette opportunité sera aussi saisie pour le lancement officiel du Blue Book afin de diagnostiquer en profondeur les problèmes du secteur de la microfinance à Madagascar et débattre des solutions à court, moyen et long terme, en bâtissant sur les acquis. Cet atelier d'envergure nationale et régionale aura pour objectif d'intensifier notre plaidoyer auprès des hautes autorités de l'Etat (nouveau Gouvernement), des parties prenantes et du grand public, pour une meilleure connaissance du secteur, et de débattre des diversités d'approches de la réduction de la pauvreté à travers la microfinance, pour l'atteinte des OMDs et du MAP.

8. Groupe International DesJardins (DID) et Madagascar :

Après le Sommet d'Halifax, une partie de la Délégation Malgache : les représentants des deux Ministères concernés (Finances et Agriculture) et la Chargée de Programme du PNUD, a effectué une visite sur terrain au Québec sur invitation du Groupe DesJardins.

§ Objectif de la visite :

L'objectif de la visite a été de mieux connaître les défis de ce pionnier et géant de la Microfinance, à travers son histoire et ses réalisations depuis une décennie dans le monde entier. Bien que deux demies journées n'aient pas été suffisantes pour tout voir, elles ont été exploitées au maximum pour mieux comprendre, et surtout apprendre des expériences sociales/communautaires, économiques et financières du Groupe.

Brièvement, le Mouvement DesJardins est la première Institution financière au Canada qui a vu le jour en décembre 1900 à Lévis sur l'initiative de son fondateur Alphonse DesJardins. Leur mission est de « Contribuer aux mieux-être économiques et sociaux des personnes et des collectivités dans les limites comptables de son champ d'action » :

- a. en développant un réseau coopératif intégré de services financiers sécuritaires et rentables, propriétés des membres et administrés par eux même et un réseau d'entreprises complémentaires, à rendement concurrentiel ;
- b. en focalisant leur approche sur l'éducation à la démocratie, l'économie, la solidarité et la responsabilité individuelle et collective, particulièrement auprès de ses membres, dirigeants et employés.

§ DID et son expertise :

DID offre des services d'appui technique et d'investissement dans le secteur du financement communautaire dans les pays en voie de développement. Intervenant depuis plus de 30 ans dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, le Groupe exécute :

- Ø la mise en place et le renforcement du réseau coopératif
- Ø la conception de produits financiers
- Ø l'appui au contrôle et à la supervision des coopératives financières
- Ø l'implantation du crédit rural.

Bien que le temps imparti ait été très court, la Délégation a tenu à faire une visite auprès d'une Caisse populaire sur l'Île d'Orléans ainsi que d'un Centre Financier aux Entreprises (CFE). Ces visites ont permis de discuter avec les différents responsables sur le terrain pour mieux comprendre le mode d'organisation et de fonctionnement de leur structure : rôles et responsabilités des instances démocratiques (Assemblée générale, Conseil d'Administration) et les liens avec la Direction Générale et le Conseil de surveillance. Le dévouement et le professionnalisme des membres du personnel ont été bien notés.

§ Piste de partenariat :

Au terme de la visite, considérant les domaines d'expertise du DID et les besoins imminents de Madagascar pour le développement du secteur et la création d'emploi pour les jeunes et les femmes, deux pistes de partenariat et de collaboration pourraient être étudiées :

- c. la mise en place de Centre Financier aux Entreprises rurales. Actuellement, aussi bien le MAEP que le MINFOP, à travers leurs programmes et projets respectifs, sont en train de fournir des appuis considérables aux producteurs pour améliorer l'environnement de la production. L'accès des ruraux aux services financiers, notamment en matière d'investissement, est une préoccupation majeure. Aussi, un projet de collaboration pourrait être envisagé afin d'apporter un accompagnement technique par DID pour la mise en place et l'opérationnalisation de ce type de structure ;
- d. la formation : l'engagement et la compétence de DID constituent leur principale force, un projet de coopération dans ce domaine permettra de créer un vivier de compétences pour les différents réseaux malgaches.

Ces dernières recommandations n'engagent que les membres de la mission qui étaient au Québec.

9. Conclusion :

Au terme du Sommet, les conférenciers et les participants sont arrivés à la conclusion que la microfinance a déjà parcouru beaucoup de chemin ces deux dernières décennies, mais elle a encore tant de défis à entreprendre dans le futur. La direction à prendre sera déterminée par plusieurs facteurs : son histoire, l'entrée des banques globales dans le marché, les changements démographiques, la réglementation environnementale du secteur et surtout le défi continu de rejoindre les plus pauvres, qui représentent 1.2 milliards d'individus au niveau mondial.

La participation de la Délégation Malgache à ce Sommet international a été très instructive et bénéfique pour le développement futur du secteur de la microfinance à Madagascar car elle leur a permis d'avoir une autre vision du secteur au niveau mondial, d'apprendre les meilleures pratiques et de nouer des partenariats stratégiques au niveau international. Comme tout autre secteur, la microfinance est en pleine évolution et les objectifs devraient s'aligner progressivement aux priorités mondiales.

Même si elle n'est pas une panacée, la microfinance est l'un des outils les plus performants pour résoudre le problème de la pauvreté au niveau mondial et mérite donc qu'on s'y consacre et qu'on en fasse un défi et même une cause.

6 décembre 2006

Monique Andrianasolo,
Présidente Comité de Pilotage SNMF
et Présidente de l'AIM

Francis Blaise Rajoelina,
Coordonnateur National de la
Microfinance

Emma Andrianasolo,
Directeur Microfinance
C S B F

Noro Ranarivelo,
Responsable Judiciaire
CNMF

Louissette Ranorivololona
Chargée de Programme du PNUD

Suzelin Ratoiarijaona
Directeur du Développement Rural
MAEP

